



DAKAR RÉGION VERTE

Le journal du plan climat

N° 2 – Novembre 2012

ÉDITO

Dans le cadre de son partenariat avec la Région Île-de-France, la Région de Dakar a initié un important projet de mise en place d'un Plan climat territorial intégré. Pour la Région de Dakar, il s'agit, à travers ce projet, de concrétiser la vision prospective du développement économique et social de son territoire.

L'environnement, comme nous le savons tous, a influencé les différentes politiques de développement retenues et mises en œuvre par les autorités étatiques et non étatiques (collectivités locales).

C'est le moment de prendre en compte ce volet environnemental dans nos décisions futures ; cela devra se faire en amont (évaluation *ex ante*), pendant la mise en œuvre et à l'évaluation finale (évaluation *ex post*). Des solutions existent, parmi lesquelles la mise en place d'un Plan climat territorial intégré.

Il nous faut d'abord rassembler nos forces. Ici, dans le cadre régional, mais aussi en France et ailleurs, auprès de nos partenaires, pour, ensemble, agir de manière réfléchie, inventive et féconde. Il nous faut également prendre les choses en main pour corriger les prévisions, en opérant des choix de vie et de développement plus vertueux, plus appropriés, à même d'infléchir le cours des événements. Enfin, notre initiative doit servir d'exemple à d'autres territoires confrontés aux mêmes menaces, gage d'une sortie de crise, à la fois écologique, économique et sociale.

C'est un immense défi posé à la volonté politique des élus.

Nous, élus régionaux de Dakar, avons la ferme intention de faire de ce projet :

- une réussite éclatante qui permettra à nos concitoyens de vivre d'avantage en harmonie avec leur territoire ;
- une expérience à partager avec d'autres collectivités locales, dans notre quête d'avenir durable.

Les rencontres d'Africités, qui se tiendront à Dakar du 4 au 8 décembre 2012, permettront de partager avec de nombreux élus locaux, venant d'Afrique et d'ailleurs, cette initiative porteuse de sens, de solidarité et d'avenir.

Ousmane Samb

Président du Conseil régional de Dakar

LA PREMIÈRE ANNÉE DU PROJET TOUCHE À SA FIN. CES PREMIERS MOIS ONT ÉTÉ DÉCISIFS : DÉCOR, SCÉNARIO, ACTEURS... TOUT EST EN PLACE POUR ENTRER DANS LE VIF DU SUJET. NOUS ABORDONS À PRÉSENT UNE PHASE À LA FOIS ESSENTIELLE ET DÉLICATE DE DIAGNOSTIC, DE PARTAGE DES SAVOIRS ET DE SENSIBILISATION QUI COURRA SUR TOUTE L'ANNÉE 2013. CAR SI DANS LA RÉGION DE DAKAR LES DÉSORDRES, NOTAMMENT, ENVIRONNEMENTAUX SONT MANIFESTES, LA QUESTION CLIMATIQUE N'EST PAS ENCORE CERNÉE AVEC NETTETÉ. LE DÉFI ACTUEL EST DONC L'ACQUISITION LA PLUS LARGE POSSIBLE D'UNE « CULTURE CLIMAT », POUR L'HEURE ENCORE BALBUTIANTE. CETTE ÉVOLUTION CRUCIALE AURA POUR ASSISES DIFFÉRENTES ÉTUDES QUI VIENNENT D'ÊTRE LANCÉES, ET UN IMPORTANT TRAVAIL D'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE.

À quoi reconnaît-on la cause climatique d'un désordre écologique ? Parmi les différents troubles qui perturbent Dakar et sa région, aucun ne porte d'étiquette « origine climatique ». Et si l'on dispose d'une certaine expertise sur le sujet, permettant d'identifier plus ou moins précisément les phénomènes dont le réchauffement climatique serait responsable, l'enchevêtrement des

causes et des conséquences contribue à entretenir une certaine confusion dans les esprits. Qu'est-ce qui résulte de désordres locaux ou de phénomènes plus globaux ? Quels comportements mettre en cause ? Comment et à quel niveau agir ? Quel(s) rôle(s) pour chacun ? L'action des prochains mois contribuera à déterminer les champs d'implication pour chaque catégorie d'acteurs.

Eclaircissements

Dans la chronologie du projet, la phase qui s'ouvre doit mettre les responsables politiques locaux, une fois formés et outillés, en capacité de prendre les décisions qui orienteront le futur plan climat. L'élaboration d'un plan d'une telle envergure requiert une analyse fine d'une situation par nature complexe.

SUITE P2



[1] UNE RÉGION À LA LOUPE

L'élaboration du PCTI va reposer sur des diagnostics précis qui viennent d'être lancés.

Les deux études commanditées vont permettre de tracer le « profil climat » du territoire régional, c'est-à-dire identifier les acteurs et leurs compétences comme les actions et les politiques déjà engagées, établir les bilans énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques par secteurs d'activités, et réaliser une étude de vulnérabilité. Le but est de mesurer l'impact du territoire sur le climat et d'identifier les risques et conséquences du changement climatique. La réalisation des bilans énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques constitue une partie essentielle du profil climat. Il s'agira :

- de quantifier la consommation et la production d'énergie du territoire régional, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs d'activités ;
- d'apporter des points d'analyses sur le degré de dépendance et d'autonomie énergétique du territoire ;
- de dégager des leviers d'actions pour une maîtrise de l'énergie ;
- de proposer une première analyse sur les énergies renouvelables.

Pour avoir une vision plus large, incluant aussi bien les émissions directes provenant du territoire que les émissions extérieures à celui-ci mais liées avec ses activités, l'étude intégrera les actions qui, générées hors du territoire régional, impactent celui-ci. Cela permettra d'évaluer le degré de dépendance énergétique du territoire (importations de produits, activités de transit, etc.). Le diagnostic de vulnérabilité devra quant à lui livrer une vision d'ensemble des enjeux, aléas, impacts, vulnérabilités et mesures d'adaptation envisageables, en fonction des menaces et opportunités liées au changement climatique sur le territoire régional. Le but est :

- d'identifier les acteurs locaux et ressources mobilisables ;
- de recenser et mobiliser les travaux existants à l'échelle nationale, régionale et infrarégionale ;
- d'évaluer les impacts attendus du réchauffement climatique en termes de risques économiques et sociaux ;
- d'identifier les principales actions à envisager au niveau régional pour s'adapter aux conséquences du changement climatique ;
- de proposer des plans d'actions prioritaires ainsi qu'une analyse de l'échelonnement de ces plans d'actions dans le temps ;
- d'identifier d'éventuels besoins supplémentaires en matière d'observation du changement climatique, des vulnérabilités des risques et des actions d'adaptation ;
- de faire émerger plus généralement des pratiques et des méthodes susceptibles d'être partagées avec d'autres territoires.

Cette deuxième phase du projet est d'abord marquée par le lancement de deux diagnostics climatiques confiés à des bureaux d'études dakarois : l'un le diagnostic énergétique et le bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la région de Dakar, l'autre sur la vulnérabilité. Ces deux travaux, dont les résultats seront rendus publics au printemps 2013, permettront d'affiner notre connaissance du contexte climatique régional dakarois, d'asseoir le futur plan climat sur des bases objectives, étayées scientifiquement et actualisées et d'ouvrir des pistes d'actions.

Mais ces études ne livreront pas uniquement des chiffres, elles « donneront aussi de la lisibilité sur ce qui a déjà été mis en œuvre et sur ce qu'il reste à faire », précise Sandra Garrigou, chef de projet énergie-climat à l'ARENE Île-de-France. Analysant les enjeux de manière globale, elles constitueront également des ressources de premier ordre pour appuyer l'important effort d'information et de sensibilisation qui sera ensuite déployé en direction des habitants de la Région de Dakar. Le partage des connaissances est en effet l'un des piliers de l'adhésion du plus grand nombre à la démarche. « Il faut construire des bases communes, et que chacun comprenne le rôle qu'il va jouer », explique Denis Dangaix. À cette fin, une première session de formation organisée en septembre dernier a été l'occasion de mieux cerner l'état des connaissances des acteurs au départ du projet, leurs attentes et leurs réflexions, de vérifier leur intérêt et leur adhésion, mais tout autant de valider la pertinence et la cohérence du projet.

Cela ne dit pas encore tout des obstacles qui se présenteront au cours du projet, et qu'il faut autant que possible anticiper. Car si la question climatique commence à sortir de l'ombre, elle n'en reste pas moins un terrain à défricher... et une source potentielle de clivages avivés par le changement de paradigme à venir.

Culture climat

La région de Dakar, le Sénégal, l'Afrique de l'Ouest – et l'ensemble des pays en développement – connaissent une série de manifestations où le déséquilibre environnemental amplifie les désordres sociaux et requestionne le développement économique et la gouvernance. Le rythme et les conséquences paraissent s'intensifier, mais dans quelle mesure incriminer le climat ? Nous sommes à l'aube d'une prise de conscience que le projet devra affirmer.

[2] CHRONOLOGIE DU PROJET :

L'élaboration du PCTI est structurée en trois phases successives. La première s'achève cet automne, nous abordons la seconde. Petit rappel chronologique.

• Phase 1 : Préfigurer

Installation de l'équipe, identification des acteurs, sensibilisation et mobilisation, mise en place et réunions du comité de validation, élaboration d'une feuille de route, recensement des actions et documents existants.

• Phase 2 : Diagnostiquer, mobiliser et partager

Élaboration du « profil climat » de la Région de Dakar, lancement de la démarche auprès des acteurs, organisation d'ateliers de concertation.

Au cours de cette étape seront réalisés un diagnostic énergétique global par grands postes émetteurs, une étude permettant de quantifier les émissions de GES du territoire et une étude pour appréhender la vulnérabilité du territoire. Des premières propositions d'actions seront également formulées au cours de cette phase.

• Phase 3 : Construire le PCTI

Définition de la stratégie, élaboration d'un portefeuille d'actions, étude du plan de financement du PCTI.



Le défi est à la fois de faire connaître la réalité du réchauffement climatique, de mettre en lumière les pratiques locales qui y participent et de présenter un certain nombre de solutions à la portée de tous. Pour Ali Soumaré, conseiller régional d'Île-de-France, en charge de la coopération avec la Région de Dakar, l'implication des citoyens est « le seul gage pour pouvoir construire des politiques publiques efficaces. Ce n'est pas une philosophie ou une vertu, c'est une évidence. »

Cela implique de toucher celles et ceux qui, par leur position, leur mandat ou leur fonction, sont en premier chef concernés par le projet :

élus, techniciens, responsables de structures publiques et privées. Pour garantir la bonne marche du PCTI, ils/elles doivent être au fait de la question et suffisamment convaincus pour, le moment venu, être en mesure d'opérer les bons choix et devenir de bonnes courroies de transmission auprès des personnes sous leur responsabilité ou leur autorité – citoyens, salariés... L'effort de formation est donc essentiel pour qu'infuse une « culture climat » préalable à tout changement en profondeur.

En cela, et même s'il ne leur sera pas toujours facile d'appliquer et d'assumer des décisions

[3] SE FORMER POUR S'ACCLIMATER

La formation est l'un des instruments mobilisés pour que se propage une « culture climat ». Du 8 au 11 septembre derniers, une première session de formation organisée à Dakar a ainsi réuni, d'abord des élus, ensuite des techniciens et des membres de la société civile (chercheurs, urbanistes, représentants d'associations...). Au menu : la transmission des fondamentaux du changement climatique, et le rôle que chacun, depuis sa place, peut jouer dans la mise en œuvre d'un plan climat.

Du côté des élus, passée une nécessaire introduction aux enjeux du changement climatique et du projet, l'objectif était de souligner le rôle spécifique du politique dans un tel projet, et les messages dont celui-ci doit être porteur auprès des citoyens. Les techniciens ont ensuite été conviés à cerner les différents aspects de la question à travers des ateliers participatifs portant sur

les principales sources d'émissions de GES et les vulnérabilités affectant le territoire, et sur les actions à mettre en œuvre pour y répondre. Ils ont pu se mettre en situation de faire émerger des solutions concrètes et adaptées, et réfléchir à toutes les étapes et dimensions du projet (objectifs, cibles et bénéficiaires, pilotes et partenaires, moyens nécessaires, étapes, temporalité et indicateurs). L'association de la théorie et de la pratique, le principe du travail en groupe, ont permis à chacun de s'approprier la question dans sa globalité et de devenir pleinement acteur du projet.

De l'avis de ses bénéficiaires, cette première formation a d'abord permis de prendre conscience de la situation du changement climatique et d'acquiescer des connaissances en la matière. Ils en sont ressortis convaincus de la nécessité de mener un travail inter-acteurs et d'y associer la population, en particulier les jeunes.





parfois difficiles, les élus sont dans l'exercice de leur mandat. En revanche les acteurs privés, entrepreneurs notamment, risquent d'être plus difficiles à convaincre, car le PCTI ébranlera des certitudes et des pratiques perçues comme « modernes », mais prédatrices au plan écologique – en particulier pour l'émission de GES. La pédagogie sera de mise pour mettre « le traditionnel au service de la modernité, sans brider ce désir de modernité », résume Denis Dangaix. Et pour rappeler qu'innovation peut rimer avec tradition, technologie avec écologie, modernité avec durabilité, développement avec environnement. L'archaïsme n'est pas forcément du côté que l'on croit...

Faire, c'est expliquer

Les blocages à surmonter ne sont pas seulement idéologiques, ils sont aussi – et peut-être davantage – psychologiques. Les habitudes acquises depuis des années, la croyance en la suprématie d'un progrès par essence vertueux, sont des freins souvent difficiles à actionner. Pari impossible ? Evoquant un projet de lutte contre les inondations mis en œuvre dans la commune d'arrondissement de Djeddah Thiaroye Kao (Région de Dakar), Pape Ahmet Keita président de la commission environnement du Conseil régional de Dakar envoie un sérieux message d'encouragement. « Les solutions doivent aussi émaner de la population. Aujourd'hui, personne dans la commune n'ignore notre projet. On est finalement tous devenus des urbanistes, des experts, car on veut tous reconstruire la ville. »

Chaque cible appelle ses propres vecteurs de sensibilisation. « Pour toucher la population, rappelle Sandra Garrigou, on peut s'appuyer sur des structures relais afin d'expliquer et diffuser ces messages. (...) Pour le secteur économique, il faudra penser à d'autres formes de mobilisation ». Et, dans un cas comme dans l'autre, « lancer des actions qui ont du sens et produisent des effets rapidement peut avoir des

vertus pédagogiques et mobilisatrices », plaide-t-elle. Mais ce n'est pas tout : il faut également expliquer qu'un plan climat est un projet global qui n'ignore rien du défi de la pauvreté. Au contraire ! Le PCTI de la Région de Dakar « repose la question du développement, reprend Sandra Garrigou. Un plan climat, c'est d'abord un projet de développement : développement durable, développement économique, développement social ».

Défi commun

La densité des difficultés attendues, mais également la nature même du projet, qui se réfère aux piliers du développement durable, va imposer une première révolution qui s'ébauche déjà : le « travailler ensemble » – processus autant que ligne de conduite « philosophique ». La transversalité du projet, sa globalité, son ambition sociétale, rendent nécessaire l'implication de tous dans une même direction. C'est l'un des grands enjeux de la période qui s'ouvre : rencontrer dans leur diversité tous les « décideurs », de quelque côté qu'ils soient, les « mettre à niveau » en termes de connaissances, et créer des passerelles entre eux. Pari osé et ambitieux, mais gage d'un travail réellement productif.

Se mettre ensemble, c'est réunir acteurs publics et privés, scientifiques, élus, citoyens et entrepreneurs, dakarois et franciliens, hommes et femmes, jeunes et vieux, experts et néophytes, dans le cadre de formations, de débats, de projets pilotes, pour réfléchir, échanger et mettre les mains dans le cambouis, pour replacer l'intérêt général au-dessus des intérêts particuliers, au service du bien commun. Une indispensable dynamique de concertation qui, vue de France, peut paraître délicate, mais qui serait plutôt un point fort côté sénégalais. « Il existe une culture de la concertation très forte, relève Sandra Garrigou. Sur ce plan-là, nous avons beaucoup à apprendre. »

[4] UNE RÉGION SOUS LES EAUX

Au mois d'août dernier, des pluies diluviennes se sont abattues sur le Sénégal. Le 26 août, il est tombé jusqu'à 161 millimètres d'eau sur Dakar en une après-midi. Hivernage plus long qu'à l'accoutumée, précipitations particulièrement fortes, stagnation des eaux... Les inondations ont été terribles dans plusieurs régions, dont celle de Dakar, causant plusieurs victimes et d'importants dégâts – on ne compte plus les constructions abimées.

Peut-on établir un lien avec la question climatique ? Bien que récurrent à chaque saison des pluies, le phénomène semble s'accroître dans son ampleur et ses effets. Une chose est sûre : il met en lumière un certain nombre de problèmes ayant partie liée avec le changement climatique. On pointe notamment l'érosion

côtière, qui favorise la pénétration des eaux ; la construction anarchique de logements fragiles, particulièrement exposés aux inondations ; un réseau d'assainissement vétuste voire inexistant... Ces différents éléments, qui se combinent avec des nappes phréatiques à fleur de sol, créent les conditions pour qu'une fois inondées, certaines zones restent sous les eaux pendant des semaines, les eaux de pluie se mélangeant aux eaux usées qui ne peuvent s'évacuer.

En novembre 2011, à l'occasion d'un séminaire de recherche régional consacré à ce fléau, le président du Conseil régional de Dakar a annoncé la mise en place d'un cadre de concertation régionale et d'intégration pour éradiquer les inondations qui touchent la région. Une initiative qui ne manquera pas d'intéresser notre projet...



[5] PORTRAIT

Djiby Sall, chargé de mission PCTI à l'ARENE présente Denis Dangaix, coordinateur du projet.



Denis Dangaix a toujours travaillé en relation avec la nature et l'environnement. Après avoir débuté sa vie professionnelle

comme enseignant en sciences naturelles, Denis est devenu journaliste spécialisé en environnement et traitement des déchets, profession qu'il a exercée pendant 25 ans et qui l'a plusieurs fois mené en Afrique. Il a ensuite travaillé au Conseil régional d'Île-de-France durant huit ans.

Entré à l'ARENE Île-de-France en 2005 en tant que chef de projet Solidarité Nord-Sud, Denis a intégré les thématiques de l'Agence (énergie, efficacité énergétique, plans d'action territoriaux, plan climat, etc.) dans son champ d'action. C'est très logiquement qu'il a été nommé coordinateur du PCTI, un projet qui mobilise en transversalité l'expertise des différents pôles de l'ARENE. Véritable « carnet d'adresses » autour de l'action internationale, sa connaissance des acteurs de la coopération décentralisée (Nord-Sud et Sud-Sud) est une aubaine pour l'équipe-projet du PCTI, facilitant le tissage de partenariats divers et variés.

Dans son parcours, il a laissé une véritable empreinte syndicaliste qui se perpétue dans son rôle actuel de délégué du personnel – le Code du travail toujours présent sur son bureau, des paragraphes surlignés. Toujours dans l'humour, réfléchissant à voix haute et parfois en colère...

[6] LES TEMPS FORTS DES SIX PROCHAINS MOIS

- Africités en décembre à Dakar : présentation de la démarche PCTI.
- Présentation des conclusions des études :
 - mi-mars : pour les bilans énergétiques, des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques,
 - fin avril : pour l'étude de vulnérabilité.

Révolution douce

Déjà, le PCTI de Dakar commence à abolir certaines frontières, briser certains tabous, fissurer certains carcans – idéologiques, sociaux, psychologiques. Il est un peu tôt pour parler de révolution mais si le projet se développe comme on l'espère, c'est à quelque chose de ce genre que nous assisterons. La formation réalisée en septembre a d'une certaine façon posé les premiers jalons, autant d'un approfondissement des connaissances que d'un futur travail commun. « Elle a créé un vrai élan, qu'il faut aujourd'hui maintenir en continuant à mobiliser et entretenir le lien avec les acteurs », insiste Sandra Garrigou.

Pour la Région Île-de-France, cette initiative de développement solidaire tient du laboratoire. Car, si les enjeux sont plus immédiatement visibles pour la Région de Dakar, la Région capitale française ne peut qu'observer avec une attention particulière ce que son homologue sénégalais met en place pour faire entrer son territoire dans une

nouvelle ère plus harmonieuse et plus durable. L'émission de GES est un problème de dimension planétaire, et les solutions mises en œuvre sur place peuvent inspirer d'autres pistes ailleurs.

Cette expérience sera également utile pour affiner les arguments permettant de motiver les collectivités franciliennes qui restent en retrait de l'enjeu climatique. À partir d'un contexte spécifique, on se relie ainsi au reste du monde. « Le changement climatique est le signe précurseur de la nécessité de la nouvelle citoyenneté mondiale », estime l'ancien ministre sénégalais de l'Aménagement du territoire et des Collectivités locales et devenu Ministre de la communication et de l'économie numérique, Cheikh Bamba Diye. Le nouveau président du Conseil régional de Dakar Ousmane Samb appuie la réalisation du PCTI comme amorce d'une nouvelle dynamique territoriale. C'est un double enjeu : celui du développement durable et de la coopération décentralisée, qui se rejoignent autour d'une philosophie partagée.

[7] QUESTIONS À...



Ali Soumaré, est conseiller régional d'Île-de-France, membre de la Commission des affaires internationales et européennes. Il suit plus particulièrement trois zones de coopération : la région de Kayes (Mali), la Communauté urbaine de Nouakchott (Mauritanie), la région de Dakar (Sénégal).

À quel(s) enjeu(x) répond le soutien de la Région Île-de-France au projet de PCTI ?

La Région Île-de-France a une expertise reconnue en matière d'accompagnement des collectivités territoriales infrarégionales pour la formulation de leur plan climat, qu'elle exerce à travers l'ARENE. Mobiliser cette expertise au profit d'une collectivité étrangère partenaire est une première, et constitue un véritable enjeu en matière de rayonnement et de positionnement dans la région capitale sénégalaise, qui est de facto, la capitale économique de l'Afrique de l'Ouest depuis la crise ivoirienne. Accompagner notre partenaire institutionnel dans la formulation d'une vision de ce que pourrait être le Dakar de demain est une grande responsabilité, et un véritable challenge, que nous sommes fiers de relever. Ce programme conjoint est le signe, selon moi, que ce partenariat est arrivé à maturité. Le Conseil régional de Dakar a pris la pleine mesure de ses compétences en matière de planification et de coordination, et se donne les moyens d'envisager l'avenir d'une région asphyxiée par une croissance urbaine mal maîtrisée. L'enjeu est donc technique, certes, mais principalement politique.

Nous n'en sommes qu'au début du processus et les premières études de diagnostic viennent d'être lancées. Les premiers mois ont été consacrés à la mise en place d'une méthodologie, d'un calendrier des différentes phases, à la rencontre des acteurs institutionnels et issus de la société civile, ainsi que des partenaires techniques et financiers devant être directement ou indirectement impliqués dans cet exercice, et à des sessions de formation sur l'objet et les enjeux d'un plan climat. J'ai eu

moi-même la chance de suivre l'une de ces formations en septembre dernier et ai pu mesurer l'enthousiasme que suscitait cette approche des politiques publiques locales chez les élus et techniciens des collectivités de la Région de Dakar. Nous sommes, le CRD et nous, dans une approche expérimentale, dont nous avons tous beaucoup à apprendre, mais qui suscite aujourd'hui beaucoup d'attentes. Nous devons être à la hauteur, et conduire ce processus jusqu'à son terme, à savoir le plan d'actions qui servira de base aux schémas directeurs qui détermineront l'avenir de ce territoire.

Quelles retombées entrevoyez-vous à terme pour le territoire francilien ?

Vous posez là la question clé de l'intérêt local : pourquoi la Région Île-de-France s'est-elle lancée dans cette aventure aux côtés du Conseil régional de Dakar ? D'abord, en termes de renforcement de capacité, la RIF a beaucoup à apprendre de cette expérimentation. Elle a l'occasion unique d'éprouver son expertise sur un terrain totalement nouveau pour elle, dans un contexte différent. Elle devra donc adapter sa méthodologie, s'imprégner de pratiques différentes, notamment en matière de concertation où la France est très en retard par rapport au Sénégal, et acquerra ainsi une nouvelle expérience dont certains éléments seront utiles au travail effectué avec les collectivités franciliennes. Ensuite, la démarche du PCTI est l'occasion de permettre à divers acteurs associatifs, universitaires... de se positionner sur ce territoire et de repérer les innovations sorties des laboratoires dakarois. Il y en a un certain nombre qui ne manqueront pas d'intéresser les acteurs économiques franciliens.

[8] LES EXPERTS D'ESPERE

Choisi pour mener à bien le diagnostic énergétique et le bilan des émissions de gaz à effet de serre de la Région de Dakar, le cabinet ESPERE (Équité Sociale Performance Economique Respect de l'Environnement) est en harmonie avec le Plan Climat.

Par sa structure tout d'abord, puisqu'il s'agit d'une société coopérative et participative (SCOP), reflet de son adhésion aux principes du développement durable. Par ses domaines d'intervention ensuite : réalisation de bilans carbone, management de l'énergie ; stratégie, diagnostic, évaluation et accompagnement opérationnel en responsabilité sociétale ; coopération Nord-Sud, à travers la mise en œuvre de projets de compensation carbone et le développement d'éco-activités génératrices de revenus.

Par son implantation géographique enfin, ESPERE ayant un pied en France (à Vendôme, dans le Loir-et-Cher, et à Saint-Aubin de Blaye, en Gironde) et l'autre au Sénégal (Dakar).

Autant d'atouts qui font de ce cabinet un partenaire plus qu'un simple prestataire. <http://cabinet-espere.fr>

[9] ÇA BOUGE À DAKAR

Une pépinière d'entreprises face au défi du développement durable

Dans le cadre de l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et celle de Dakar, il est notamment prévu, dans l'axe « développement économique », la création d'une pépinière d'entreprises à dominante agroalimentaire. Ce projet a fait l'objet d'une étude de faisabilité qui a dressé un état des lieux des opportunités, contraintes, forces et faiblesses que présente la Région de Dakar en termes d'implantations existantes ou en développement de projets de PME/PMI. Elle a pointé la possibilité d'associer les migrants à la création d'entreprises ainsi que le rôle important de la coopération décentralisée pour nourrir cette pépinière.

Dans le prolongement de ces réflexions, l'ARENE Île-de-France prévoit une étude complémentaire dont l'objectif est de proposer au maître d'œuvre de la pépinière d'entreprises, par souci de cohérence et d'exemplarité, une démarche à la fois lisible et exemplaire en matière de développement durable. Cette étude soulignera les liens entre l'économie, le social, l'apport culturel et les questions environnementales Elle apportera des réponses innovantes à la question climatique dans les projets de bâti (choix architecturaux, usage de savoir-faire et de matériaux locaux, techniques modernes adaptées, etc.).